



FLASH DE CONJONCTURE



SYNTHESE

Le contexte économique est marqué au niveau international par la propagation du coronavirus (Covid-19) qui menace la vie des populations et la croissance mondiale. Au plan national, l'environnement économique bénéficie de l'accélération de l'exécution du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et du renforcement de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv) qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Au niveau sectoriel, au mois de janvier 2020, les évolutions en glissement annuel des données disponibles du secteur primaire sont positives et l'activité du secteur secondaire a consolidé sa bonne orientation. A l'inverse, le secteur tertiaire a enregistré une évolution mitigée.

Les prix à la consommation se sont accrus de 2,0% en glissement annuel et les créations brutes d'emplois se sont situées à 7 489 contre 5 462 un an plus tôt, soit une hausse de 37,1%.

La situation des finances publiques a été caractérisée par une hausse de 11,0% des recettes totales et dons ainsi que par un niveau de dépenses totales et prêts nets de 264,6 milliards, quasiment identique à celui de janvier 2019. Il en est ressorti un solde budgétaire excédentaire de 137,7 milliards.

Concernant les échanges extérieurs, le solde commercial hors biens exceptionnels a été excédentaire de 245,3 milliards, en nette accroissement comparé à l'excédent de 63,7 milliards réalisé en janvier 2019, et les termes de l'échange se sont améliorés de 12,5%.

CONTEXTE ECONOMIQUE

L'activité économique mondiale est affectée, en ce début d'année 2020, par la propagation du Covid-19. En effet, apparu en Chine en fin 2019, l'épidémie de Covid-19 s'est intensifiée dans ce pays avant de se propager dans le monde entier, notamment dans les pays de l'Union Européenne, aux Etats-Unis, dans les autres pays asiatiques et en Afrique. Pour mettre fin à l'épidémie, la Chine a pris des mesures restrictives portant sur la limitation des déplacements, la fermeture d'usines et de commerces ainsi que le confinement des zones les plus

infectées. De même, d'autres pays touchés par la maladie ont procédé à la limitation de l'accès à leur territoire et à la fermeture d'écoles. Ces différentes mesures induisent un ralentissement de l'activité économique et font même peser des risques de pénurie de certains biens produits principalement en Chine, notamment les médicaments et les pièces détachées. En effet, ce pays représente plus de 16% du PIB mondial et 30% de la production industrielle mondiale.

Dans ce contexte les secteurs de l'électronique, de l'informatique et du textile sont touchés aux Etats-Unis. Il en est de même de l'industrie automobile en Allemagne et en France dont l'activité est négativement impactée par la fermeture des usines de fabrication de pièces détachées d'origine chinoise. Le transport aérien et le tourisme sont également fortement perturbés par des suspensions de vols.

Sur le marché des matières premières, excepté le cours du caoutchouc (-1,7%) qui a fléchi en relation avec la morosité de l'industrie de l'automobile et le cours du pétrole brut (-5,4%) qui a pâti de la contraction de la demande chinoise, les principaux produits exportés par la Côte d'Ivoire ont enregistré des gains, notamment le cacao fèves (+6,5%), le coton (+4,5%) et l'huile de palme (+5,9%). Ils ont bénéficié des inquiétudes quant à d'éventuelles difficultés de ravitaillement

en cas d'accentuation de l'épidémie. En outre, face aux menaces sur la croissance économique mondiale, l'or, considéré comme valeur refuge, a vu son cours progresser de 5,5%.

Au niveau du **marché des changes**, l'euro a poursuivi son retrait face au dollar américain en janvier 2020 après avoir atteint son plus haut niveau en février 2018, entraînant dans son sillage le Franc CFA. Au mois de janvier 2020, un euro s'est échangé à 1,11 dollar américain, en baisse de 0,1% par rapport au mois précédent. La monnaie européenne est en proie à l'atonie de l'économie de la zone euro.

Au niveau national, **l'activité économique** bénéficierait des finalisations de l'exécution du PND 2016-2020, et du PS-Gouv 2019-2020. L'investissement public devrait se redresser et l'investissement privé resterait robuste.

*Réalisations sectorielles de janvier 2020 comparées à celles de fin janvier 2019, sauf indication contraire.
Valeurs en FCFA*

Secteur réel

L'activité économique nationale poursuivrait sa bonne orientation en 2020, portée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire selon les projections de croissance.

Secteur primaire

L'activité du secteur primaire serait en repli en 2020, sous l'effet de la contraction de l'agriculture d'exportation et de la pêche tandis que l'activité de la branche « agriculture vivrière et élevage » serait en hausse et la sylviculture stable.

L'agriculture d'exportation subirait la baisse de la production de cacao fèves de 8,3%. L'évolution de la production cacaoyère serait liée notamment à la mise en œuvre de la politique de limitation de la production et donc de l'offre mondiale. Cette politique, qui s'inscrit dans le cadre de la coopération avec le Ghana, vise à garantir des prix rémunérateurs aux producteurs et à promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement. Elle porte sur la destruction des plantations dans les forêts classées et l'arrêt de la distribution de semences.

Quant au vivrier, il évoluerait favorablement, porté par la hausse des productions de tubercules et des autres cultures, malgré la baisse de la production de céréales.

Le mois de janvier 2020 a enregistré une augmentation des productions de banane dessert (+72,6%), de sucre (+19,8%), d'ananas (+29,2%) et de coton (+7,0%), en glissement annuel. A l'inverse, la production de régimes de palme s'est contractée de 8,9%.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	1 mois 2019	1 mois 2020	Variation (%)
Ananas	4 266,6	5 513,3	29,2
Banane dessert	38 587,8	66 600,5	72,6
Coton graine	113 767,8	121 778,0	7,0
Régimes de palme	183 857,0	167 428,0	-8,9
Sucre	36 708,3	43 988,3	19,8

Sources : DGE, OPA, MINADER

Secteur secondaire

Le secteur secondaire devrait conserver sa tendance haussière en 2020, porté par l'activité industrielle et le BTP.

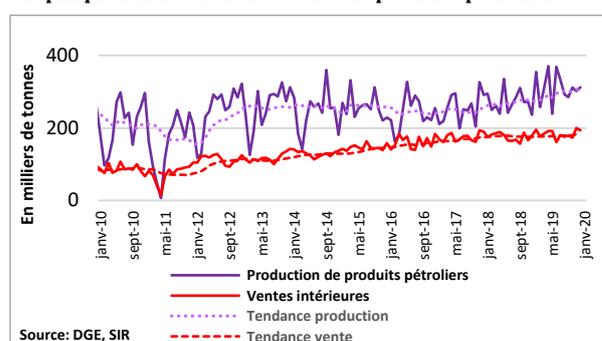
L'industrie bénéficierait, entre autres, des retombées des différentes actions en faveur de l'augmentation du taux de transformation local du cacao fèves et de l'anacarde.

Quant au BTP, il tirerait avantage de la poursuite de l'exécution des projets d'infrastructures prévus dans le PND 2016-2020 et dans le PSGouv.

Au mois de janvier 2019, les progressions, en glissement annuel, de la consommation d'électricité de moyenne tension de 15,1% et des importations des biens intermédiaires de 24,5% en volume dénotent de la vitalité de l'activité industrielle.

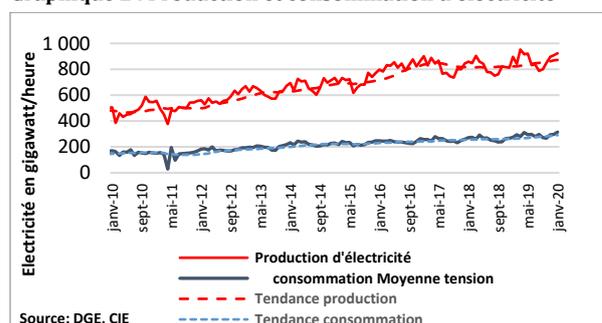
Dans la branche extractive, la production de gaz naturel a augmenté de 1,8% et les productions d'or et de diamant brut se sont raffermies de 20,0% et 167,9% respectivement. Par contre, l'extraction de pétrole brut a fléchi de 19,8%.

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



Au niveau la branche électricité, la production nette d'électricité a connu une hausse de 3,0% sous l'effet conjugué de l'accroissement de la production de source hydraulique de 23,2% et du reflux de celle de source thermique de 4,3%. L'évolution favorable de la production d'électricité est impulsée par le dynamisme à la fois des exportations (+16,4%) et de la consommation intérieure d'électricité (+10,7%).

Graphique 2 : Production et consommation d'électricité

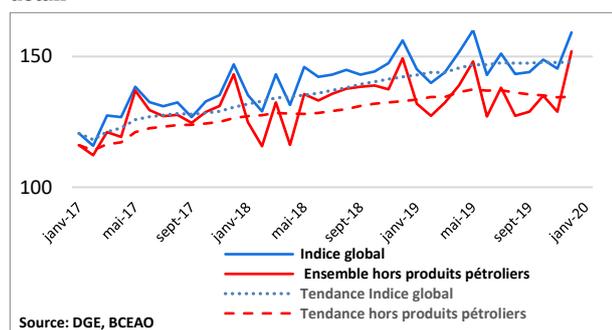


Secteur tertiaire

Selon les premières projections, l'activité du secteur tertiaire maintiendrait sa progression en 2020, grâce à la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes.

Au mois de janvier 2020, ce secteur d'activité a connu une évolution mitigée en glissement annuel. L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail s'est accru de 2,3% grâce à la bonne tenue des ventes dans la quasi-totalité des branches, en particulier celle des produits pétroliers qui a enregistré une hausse du chiffre d'affaires de 3,6%.

Graphique 3 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



De même, le trafic global de marchandises a augmenté de 1,3% dans le **transport ferroviaire**.

A l'opposé, le nombre total de passagers du **transport aérien** a fléchi de 2,4%, notamment le nombre de passagers commerciaux (-1,0%). Cette situation provient de la baisse du trafic avec les pays de la CEDEAO (-3,7%) et le reste de l'Afrique (-5,1%), alors que le trafic avec l'Europe a augmenté de 3,6%.

Le **transport maritime** a accusé également une contraction de 24,5% du trafic global de marchandises au port d'Abidjan.

Prix à la consommation

Les prix à la consommation se sont accrus de 2,0%, en glissement annuel au mois de janvier, sous l'effet du renchérissement des prix des produits alimentaires (+3,7%) et de ceux des produits non alimentaires (+1,2%). La hausse des prix des denrées alimentaires provient des accroissements observés au niveau des prix des « produits alimentaires

et boissons non alcoolisées » (+3,9%) ainsi que des « boissons alcoolisées » (+0,6%). S'agissant des produits non alimentaires, le renchérissement a été porté par le transport (+0,9%), les « articles d'habillement et chaussures » (+1,5%) ainsi que les « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,2%) via notamment les loyers effectifs (+4,4%), les services de transport (+0,5%) et les chaussures (+2,7%).

Par ailleurs, l'inflation en moyenne annuelle s'est située à +0,9%, bien en deçà du maximum de la norme communautaire de l'UEMOA fixé à 3%.

Emploi

A fin janvier 2020, le nombre de salariés dans le secteur formel a enregistré une hausse de 2,9% pour se situer à 1 049 550, soit une création nette de 29 903 emplois en un an dont 64,1% dans le secteur privé. Les créations brutes d'emploi sont ressorties à 7 489 contre 5 462 un an plus tôt, soit une hausse de 37,1%.

Finances publiques

La situation des finances publiques a été caractérisée par une hausse de 11,0% des recettes totales et dons pour s'établir à 402,4 milliards. Cet accroissement provient des recettes fiscales (+37,3 milliards) et des recettes non fiscales (+2,4 milliards).

Le bon niveau de mobilisation des recettes fiscales est attribuable principalement aux droits et taxes à l'exportation (+19,3 milliards) et aux impôts sur biens et services (+11,0 milliards).

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 264,6 milliards

quasiment au même niveau qu'en janvier 2019.

Il en est ressorti un solde budgétaire excédentaire de 137,7 milliards.

Echanges extérieurs

Les échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels en valeur ont été caractérisés par une hausse des exportations de 21,3% et une baisse des importations de 6,9%.

Les exportations se sont accrues sous l'effet des ventes de **produits primaires** (+26,9%) notamment le cacao fèves (+24,1%), le caoutchouc (+58,3%), le coton masse (+52,2%) et le café vert (+15,3%). Elles ont également bénéficié de l'augmentation des ventes de **produits transformés** de 24,3% impulsées par les ventes de cacao transformé (+16,3%) et des produits pétroliers autres que le pétrole brut (+155,2%).

Quant aux **importations**, elles ont fléchi du fait de la baisse des achats de **biens de consommation** (-23,2%) notamment le poisson frais (-5,6%) et le riz (-21,6%) ainsi que des achats de **biens d'équipement** (-7,4%), en particulier les machines mécaniques (-30,0%). Toutefois, ce repli a été amenuisé par la progression des **biens intermédiaires** (+19,9%) tirés par les achats de pétrole brut (+71,9%) en dépit d'une baisse des commandes de « fer, fonte, acier et ouvrage en ces métaux » (-32,9%).

Il ressort de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels excédentaire de 245,3 milliards et une amélioration des termes de l'échange de 12,5%.

Situation monétaire et financière

La situation monétaire et financière est marquée au mois de janvier 2020 par une hausse du financement de l'économie et le maintien à la baisse des indices boursiers.

Situation monétaire

La politique monétaire est restée inchangée, avec le maintien du taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'open market à 2,50% et du taux de pension à 4,50%.

La masse monétaire au sens large (M2) a connu une expansion de 11,6%, sous l'effet de la hausse à la fois des créances intérieures (+6,3% ; +598,6 milliards) et des actifs extérieurs nets (+40,7% ; +736,5 milliards).

Les créances intérieures ont été tirées principalement de l'augmentation des créances nettes sur l'Administration Centrale de 17,2% (+403,0 milliards). En outre, leur évolution est expliquée par l'accroissement des créances sur l'économie de 2,7% (+195,5 milliards), en relation avec le dynamisme de l'activité économique.

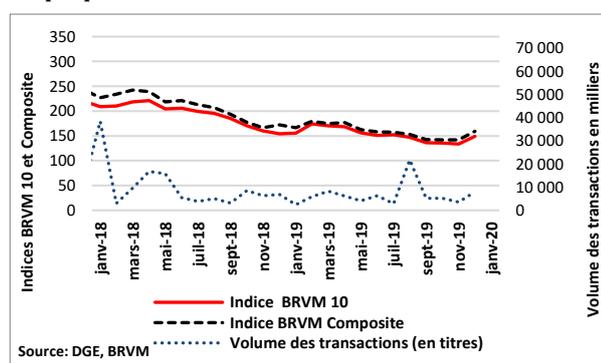
S'agissant des actifs extérieurs nets, ils ont bénéficié de l'excédent commercial et de l'amélioration continue du taux de rapatriement des devises issues des recettes d'exportations.

Indices boursiers

Les activités boursières régionales ont poursuivi leur tendance baissière caractérisée par le maintien en retrait des principaux indicateurs du marché. Les indices BRVM 10 et BRVM Composite se sont contractés respectivement de 10,3% et de 8,3%. Les plus importantes contre-performances sectorielles ont été enregistrées au niveau des entreprises des

branches « Industries » (-31,8%), « agriculture » (-19,3%) et « services publics » (-9,5%). Par contre, la capitalisation boursière a affiché une hausse de 9,5% résultant de l'accroissement de la capitalisation du marché des obligations de 26,4% et de la contraction de celle du marché des actions de 2,9%. Par ailleurs, le volume et la valeur transigés ont augmenté respectivement de 633,5% et de 35,7%.

Graphique 4 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



En conclusion, les perspectives de croissance de l'activité économique nationale en 2020 sont bonnes et les premières données conjoncturelles disponibles évoluent favorablement dans les secteurs primaire et secondaire. Cependant, les risques liés à l'intensification de la propagation du Covid-19 dans le monde et même en Côte d'Ivoire sont réels. Leur matérialisation affecterait profondément l'économie ivoirienne à travers, entre autres, la perturbation des échanges commerciaux et des différents secteurs d'activités.

Tableau de bord

	juin-19	juil.-19	août-19	sept.-19	oct.-19	nov.-19	dec.-19	Jan.-20	Variations en glissement (cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-13,6%	-14,0%	-18,6%	-20,4%	-26,3%	-2,3%	18,9%	7,1%	7,1%
Cours du cacao	-0,1%	2,5%	1,1%	5,0%	14,1%	15,3%	10,7%	15,0%	15,0%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-3,3%	-4,0%	-3,7%	-5,6%	-3,8%	-2,8%	-2,4%	-2,8%	-2,8%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao	21,1%	nc	nc	6,5%	nc	6,5%	2,5%	nc	nc
Café	nc	nc	-42,2%	nc	nc	-80,9%	0,0%	nc	nc
Coton	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	12,4%	7,0%	7,0%
Anacarde	186,9%	169,3%	18,7%	-51,5%	-45,1%	-90,8%	-100,0%	0,0%	0,0%
Secondaire									
IHPI global	14,1%	12,3%	9,8%	nd	nd	nd	nd	nd	nc
IHPI hors extraction	11,1%	11,3%	7,7%	nd	nd	nd	nd	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	11,5%	11,4%	7,7%	nd	nd	nd	nd	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	7,4%	9,8%	8,0%	nd	nd	nd	nd	nd	nc
BTP	25,8%	-5,2%	27,4%	nd	nd	nd	nd	nd	nc
Production d'électricité	6,6%	8,2%	4,8%	5,2%	3,1%	9,8%	11,7%	3,0%	3,0%
Production de produits pétroliers	52,3%	26,3%	2,9%	-8,1%	14,5%	11,1%	32,2%	-5,4%	-5,4%
Pétrole brut	27,2%	30,4%	16,8%	8,4%	-2,6%	-13,5%	-22,6%	-19,8%	-19,8%
Gaz naturel	3,3%	36,2%	15,0%	36,7%	18,9%	14,5%	15,0%	1,8%	1,8%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	0,5%	5,6%	-1,1%	0,7%	3,1%	-1,4%	2,0%	2,3%	2,3%
Trafic global maritime	-4,2%	17,0%	8,3%	3,0%	1,1%	41,6%	-17,0%	nc	nc
Total voyageurs aérien	8,9%	4,5%	3,0%	-3,4%	1,6%	4,9%	1,3%	-2,4%	-2,4%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	6,7%	31,2%	40,8%	27,5%	10,3%	-1,8%	-2,4%	1,3%	1,3%
Echanges extérieurs									
Exportation en volume	27,4%	95,5%	19,6%	40,0%	10,7%	26,4%	28,5%	-10,7%	-10,7%
Importation en volume	-31,1%	42,4%	-27,1%	28,6%	-13,1%	-8,0%	-20,0%	4,6%	4,6%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	16,4%	36,8%	28,9%	35,0%	4,9%	4,7%	20,0%	21,3%	21,3%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	-26,1%	23,0%	-19,0%	34,2%	-3,7%	-10,8%	-13,4%	-6,9%	-6,9%
Solde commercial (en milliards CFA)	294,84	-77,80	17,05	-111,69	34,83	269,25	285,02	245,33	245,33
Solde commercial (en milliards CFA, hors biens exceptionnels)	194,19	-79,88	17,05	-111,69	34,83	269,25	285,02	245,33	245,33
Solde commercial FOB/FOB (en milliards CFA)	256,43	25,12	100,50	-19,42	114,12	338,91	372,75	338,10	338,10
Financement									
Masse Monétaire (M2)	7,9%	6,9%	8,1%	8,6%	8,6%	10,2%	10,8%	11,6%	11,6%
Actifs Extérieurs Nets	-30,1%	-30,0%	-27,4%	-17,7%	2,2%	14,4%	22,9%	40,7%	40,7%
Créances intérieures	22,0%	18,7%	17,6%	18,4%	12,4%	12,8%	9,6%	6,3%	6,3%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	73,1%	58,5%	52,7%	45,7%	31,4%	27,5%	20,4%	17,2%	17,2%
Créances sur l'économie BRVM composite	9,3%	7,7%	7,4%	10,0%	6,3%	8,1%	6,1%	2,7%	2,7%
BRVM composite	-28,6%	-26,0%	-25,9%	-26,4%	-20,1%	-14,9%	-7,5%	-8,3%	-8,3%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	16,3%	20,4%	6,3%	4,7%	13,1%	12,4%	7,9%	11,0%	11,0%
Dépenses totales & Prêts nets	15,9%	10,7%	-1,0%	-7,9%	2,1%	23,8%	-19,1%	-0,8%	-0,8%
Investissement public	21,6%	49,1%	7,7%	-51,5%	-37,8%	9,8%	-19,8%	-30,9%	-30,9%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-118,15	-194,68	-44,14	8,12	-16,07	-150,30	-24,78	137,73	137,73
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	1,2%	1,2%	0,4%	0,5%	0,3%	1,2%	1,6%	2,0%	2,0%
Indice des biens alimentaires	3,4%	2,5%	0,2%	1,1%	0,6%	2,4%	3,5%	3,8%	3,8%
IHPC hors biens alimentaires	0,3%	0,6%	0,5%	0,3%	0,2%	0,8%	0,8%	1,2%	1,2%
Emploi									
Salariés secteur formel	4,9%	4,9%	3,5%	2,9%	2,4%	3,1%	2,7%	2,9%	2,9%
Salariés secteur formel privé	5,1%	5,4%	3,8%	3,0%	2,4%	3,0%	2,2%	2,4%	2,4%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)
 Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :
 Sous-direction de la
 Conjoncture
 Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci